

Vu la Charte de la bourse Alfred Gautier (Donation Paul Logoz) du 22 octobre 1962,
Vu le Règlement de la bourse Alfred Gautier (Donation Paul Logoz) du 7 avril 1989,
Vu l'avis de droit du Service des affaires juridiques de l'Université de Genève du 24 janvier 2017,

RÈGLEMENT
BOURSE ALFRED GAUTIER
adopté le 16 avril 2025 par le Collège des Professeurs de la Faculté de droit
(état au 16 avril 2025)

Article 1 Objet et but

¹ La bourse Alfred Gautier, créée par le Professeur Paul Logoz, a pour but de développer et d'encourager la recherche en droit pénal.

² Au moyen de cette bourse, la Faculté subventionne des séjours de recherche dans une autre université, ou une institution de recherche, suisse ou à l'étranger par des candidat.es au titre de docteur.e en droit.

Article 2 Montant de la bourse

¹ Le montant de la bourse est de CHF 20'000.- au plus. Ce montant est indivisible.

² À défaut de candidature méritant une subvention, la bourse n'est pas décernée.

Article 3 Bénéficiaires

Peuvent bénéficier de la bourse les étudiant.es inscrit.es en doctorat à la Faculté de droit de l'Université de Genève depuis au moins quatre semestres et rédigeant une thèse dans le domaine du droit pénal.

Article 4 Modalités

¹ La mise au concours est publique.

² Les demandes de subvention doivent être soumises par courrier électronique à l'adresse prix-droit@unige.ch au plus tard le 1^{er} février de chaque année paire.

³ Les demandes de subvention comprennent :

- a. Une lettre de motivation ;
- b. Un curriculum vitae académique ;
- c. Le préavis positif de la directrice/du directeur de thèse ;
- d. Une lettre de l'institution d'accueil confirmant la possibilité de recevoir la/le candidat.e ;
- e. Un descriptif du projet de recherche (maximum 2'500 mots) expliquant en particulier en quoi un séjour dans l'institution choisie par la/le candidat.e sera bénéfique pour sa recherche doctorale, ainsi que tout autre document mentionné dans la mise au concours.

⁴ La décision est prise par le jury, composé d'un.e juge à la Cour de justice du canton de Genève, d'un.e procureur.e du Ministère public du canton de Genève et d'un.e professeur.e du Département de droit pénal de la Faculté, présidant le jury.

⁵ La décision est communiquée aux candidat.es au plus tard le 15 mai suivant.